

Darmanin voudrait retirer le terme "séparatisme" au projet de loi !

écrit par François des Groux | 7 octobre 2020



Pendant qu'aux confins de la chrétienté, des hommes, des vrais, se battent comme des lions contre le conquérant musulman, azéri et ottoman, une bataille de mots fait rage dans les couloirs feutrés de la Macronie.

Pendant que le peuple arménien se bat pour son existence, le ministre de l'Intérieur français lutte, tel Don Quichotte, contre les moulins à vent de la sémantique et pose LA question existentielle du jour : le terme « *séparatisme* » ne s'avère-t-il pas un peu trop fort, un peu trop stigmatisant-amalgamant ?

Et pendant que le Karabakh fait face, bientôt, à son nettoyage ethnique par les hordes mahométanes, les chochottes islamophiles du gouvernement accélèrent, impuissantes ou complices, à la mise en place tranquille de notre futur génocide.

Ainsi, Emmanuel Macron et Gérard Darmanin, dans un étonnant pas de deux acrobatique, s'élançant en duo dans une chorégraphie téméraire pour, de suite, effectuer un brusque mouvement arrière : le ballet de la gauche sur le thème de l'islam pourrait s'intituler « *Un pas en avant, deux en arrière* » ou « *A l'assaut mais à reculons* »...

Un coup, je te lance une loi « *contre les séparatismes* »*, un autre je te donne des gages en proposant de renforcer l'apprentissage de l'arabe. Et un autre, enfin, qui exclurait finalement le terme définissant l'objet de la loi, signifiant son détricotage avant même la naissance et la capitulation en rase campagne (politique).

Bref, une nouvelle reculade ! Face à l'urgence de lutter contre la partition, le gouvernement préfère donc lancer un débat d'enculeurs de mouches et proposer, à la place du terme « *séparatisme* », l'expression encore plus sibylline « *pour la laïcité et les valeurs républicaines* ».

Parce qu'il faut « *créer du commun* » et produire du « *vivre-ensemble* » avec une « *République en actes* » appuyé par un « *réveil républicain* »... Une novlangue qui ne veut rien dire, typique d'une gauche tremblant de désigner l'ennemi alors que la guerre est depuis longtemps déclarée !

Face aux soldats Macron et Darmanin faisant pipi dans leur culotte avant le prochain assaut sémantique, les séparatistes musulmans, affutant leurs armes, sont véritablement morts de rire.

*incluant, forcément, les *séparatistes identitaires* en lutte contre l'État et sa promotion de « *l'islam de France* » ainsi que les *séparatistes* de la Manif pour tous ou les anti-IVG...

Séparatisme ou laïcité : Gérard Darmanin lance le débat

Les discussions sur l'intitulé du texte de loi se poursuivent. Le

terme de «séparatisme» pourrait être abandonné au profit de la notion de laïcité ou de République.

La journée du ministre de l'Intérieur a mal commencé. Au micro de Radio Classique, Gérald Darmanin a laissé entendre que le terme «séparatisme» employé par Emmanuel Macron pour son plan contre l'islam radical serait retiré de l'intitulé du projet de loi, présenté le 9 décembre.

«Ce ne sera sans doute pas son nom, puisque le président de la République a évoqué dans son discours quelque chose qui ressemblerait à un projet de loi renforçant la laïcité et les principes républicains, a expliqué le numéro un de Beauvau. Mais l'idée est bien de lutter contre le séparatisme principal qui est l'islam radical, mais ce n'est pas le seul objet du texte.» Devant l'emballement médiatique, le ministère a dû rectifier le tir, rappelant que le titre exact du texte de loi n'était pas arbitré.

«Nous avons du temps pour le choisir. L'important, c'est que la menace soit clairement désignée», insiste l'entourage de Darmanin.

En coulisses, le titre du projet de loi donne lieu à d'âpres négociations.

Faut-il clairement désigner l'islam radical ?

Jean Castex et Jean-Michel Blanquer y sont favorables. Quant au concept de «séparatisme» issu de la pensée complexe macronienne, beaucoup de ministres conviennent qu'il est difficilement compréhensible.

Ce glissement sémantique permet toutefois au président d'éviter de parler de «communautarisme», terme trop connoté.

«Au début, le président a voulu faire le pari de la complexité, d'où le terme séparatisme. C'était aussi une manière de se distinguer de Marine Le Pen, qui verse dans le simplisme», expose un macroniste historique. *«C'est un terme mal compris, convient un ministre de premier plan. Ce que j'entends, c'est: "Le président veut une loi*

contre le séparatisme, mais c'est quoi, ce truc?"»

Tantôt utilisé au pluriel, tantôt au singulier, le terme pourrait donc petit à petit disparaître. *«On voudrait faire en sorte que ce soit une loi pour, et non contre quelque chose»*, insiste un ministre impliqué dans ce dossier, qui rappelle que le président de la République entend, grâce à ce plan, unir le pays.

«L'idée, c'est donc de passer du communautarisme au séparatisme et enfin à la laïcité, pour aborder le discours de manière plus positive, pour que l'objet crée du commun, du rassemblement», approuve une députée de la majorité.

Les concepts de «la République en actes» et du «réveil républicain», utilisés par le chef de l'État pour présenter son projet, font aussi partie des discussions.

À la fin, Emmanuel Macron aura le dernier mot. *«Le titre, ce n'est pas vraiment le sujet, estime l'entourage de Gérard Darmanin. Qui se rappelle que la loi sur l'interdiction de la burqa portait en fait dans son appellation exacte sur l'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public ? Le tout, c'est que le titre soit englobant.»*

En attendant de connaître l'arbitrage final et le contenu, Gérard Darmanin et Marlène Schiappa ont commencé à consulter les responsables des partis. Après le patron de La République en marche, lundi, la patronne du Rassemblement national, Marine Le Pen, a été reçue mardi. Adrien Quatennens et Alexis Corbière étaient attendus à leur tour en fin d'après-midi, au nom de La France insoumise.

Lors des questions au gouvernement, Gérard Darmanin a accusé le parti de Jean-Luc Mélenchon d'être lié à un «islamo-gauchisme» qui «détruit la République» .

<https://www.lefigaro.fr/politique/separatisme-ou-laicite-gerald-darmanin-lance-le-debat-20201006>



Pendant que les soldats Karabaghtsi se préparent à l'assaut de l'ennemi, les planqués de l'arrière Darmanin et Macron ergotent et finassent, en France, avec la cinquième colonne